



Andrée Viénot, sous-secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et des Sports, accueillie par Jean Le Veugle (2<sup>ème</sup> à gauche) aux Marquisats en 1946.

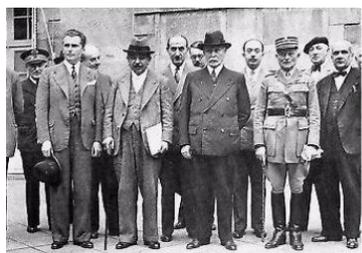
*La fin de la Seconde Guerre mondiale en Haute-Savoie a été marquée par les combats sanglants du Plateau des Glières en mars 1944 et la Libération assez précoce d'Annecy, le 19 août, avec les seules forces de la Résistance. Ces deux événements ont donné lieu à de nombreuses recherches et publications. La mise en place du Centre d'information et d'éducation des Marquisats à Annecy par le Comité départemental de Libération, en revanche, n'a pas suscité le même intérêt. Et pourtant cette initiative est à l'origine de nombreuses créations dans le domaine culturel dont Annecy pourra se prévaloir par la suite, et qui justifieront le choix d'Annecy comme terrain d'étude sociologique par Joffre Dumazedier.*

## La source : **URIAGE, UNE UTOPIE COMBATTANTE**



**P**our comprendre l'origine de cette création, il nous faut revenir sur l'histoire de l'École nationale des cadres d'Uriage (ENCU) durant la guerre car cette école fut un véritable creuset pour les cadres des institutions nouvelles créées à la Libération, et pas seulement à Annecy. Bernard Comte en a rappelé de manière exhaustive les étapes et les composantes. En dépit des polémiques et des controverses qu'elle a suscitées, l'ENCU fut un véritable lieu de formation de responsables dans tous les domaines : Hubert Beuve-Méry, (fondateur du *Monde*), [Joffre Dumazedier](#) (*Peuple et Culture*), Jean-Marie Domenach (*Revue Esprit*), Paul-Henri Chombart de Lauwe, Gilbert Gadoffre, etc... et bien d'autres en furent issus.

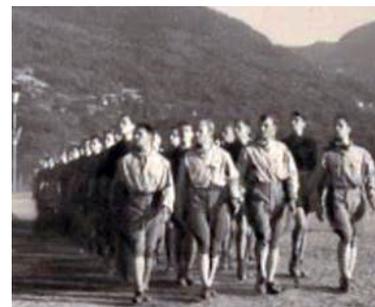
L'ENCU est créée par un officier de cavalerie, Pierre Dunoyer de Segonzac, dont l'escadron de chars a été anéanti durant la « drôle de guerre », en réaction au désarroi qui frappe tous les responsables politiques et militaires. Avec l'assentiment et le soutien du gouvernement de Vichy, il monte avec des moyens de fortune une première école à Gannat dans l'Allier dès l'été 1940 pour former ceux qui devront encadrer les 86 000 jeunes démobilisés et livrés à eux-mêmes. Rapidement, il transfère son école au château d'Uriage pour gagner en indépendance.



Gannat - Allier



Château d'Uriage



Le charisme personnel de Dunoyer de Segonzac, que ses compagnons appelleront le « vieux chef », souligné par tous ceux qui l'ont approché, son volontarisme dans une période de flottement, son projet déjà bien formulé vont attirer des personnages de tous horizons, rassemblés autour d'un objectif commun : sélectionner et former des élites politiques, sociales et culturelles pour des institutions nouvelles, en vue d'une société refondée. Les stages de formation qui vont se mettre en place très rapidement sont déjà en eux-mêmes une innovation : vie en internat (précaire !), discipline, dimension communautaire, accent mis sur l'exercice physique, études et recherches sur la vie sociale, méthodes d'enquête, pluralisme des intervenants.



## L'ÉQUIPE « URIAGE » D'ANNECY

À Annecy, depuis 1941, des responsables de mouvements sont passés par les stages d'Uriage : Paul Thisse, professeur de mathématiques au lycée Berthollet et commissaire des Scouts de France, Bernard Bing, fils de l'homme de théâtre Jacques Copeau, Jean Barthalais, délégué du Commissariat à la jeunesse, Irénée Révillard, Louis Moreau, François Croset, Adrien Gaillot, Alphonse Métral, Jacques Roze, Jean Hainaud. Tous sont engagés dans la Résistance. Les 9 et 10 octobre 1943 se tient dans un chalet des Clefs (commune proche de Thônes – Haute-Savoie) une rencontre importante entre ces uriagistes d'Annecy et une équipe volante composée de Hubert Beuve-Méry, Joffre Dumazedier et Pierre Dunoyer de Segonzac. Cette rencontre, qui fait suite à bien d'autres contacts détermine les participants à constituer une équipe soudée qui formera le noyau du futur Comité départemental de Libération (CDL). En effet, après les combats de 1944 et la libération d'Annecy le 19



Hubert Beuve-Méry



Blason de l'ENCU

L'équipe de formateurs qui se rassemble à Uriage autour du « vieux chef » formera rapidement un réseau solide, soudé par la fidélité à Dunoyer de Segonzac, la force du projet de l'École, et l'espoir d'une libération du pays. En effet, si l'ENCU bénéficie du soutien initial de Vichy, au fil des mois le défaitisme du gouvernement, les reniements puis la collaboration vont amener les uriagistes à prendre leurs distances.

Le creuset à la fois intellectuel et politique d'Uriage ne peut s'accommoder des compromissions de Vichy avec l'occupant. Fin 1942, après l'occupation de la zone Sud, Uriage est clairement passée dans la Résistance. Vichy ferme l'ENCU, les cadres se dispersent, et pour les principaux se replient au château de Muri-



nais, au pied du Vercors, où ils élaborent le manifeste d'Uriage « Vers le style du XXème siècle ». C'en est fini des stages, mais les « équipes volantes » prennent le relais pour apporter une aide aux maquis du Vercors et de la Haute Savoie.



Joffre Dumazedier



Il est rapporté que quelques jours avant la Libération, Jean Barthalais et Georges Grandchamp croisaient sur un voilier au large de la Commanderie des Marquisats, que la Milice avait réquisitionnée auprès de la famille Laeuffer, propriétaire, et envisageaient de faire de ce centre de torture un lieu dédié au rapprochement et à l'amitié entre les hommes. Toujours est-il qu'une des premières mesures prise par le CDL est de faire réquisitionner ce bâtiment par le



Commissaire de la République, Irénée Révillard (18 septembre 1944), réquisition approuvée par le Commissaire de la République de Lyon Yves Farge le 1er octobre. Le Centre d'éducation et d'information des Marquisats est né. Les uriagistes d'Annecy posent la première pierre d'un édifice original qui va servir de modèle et avoir une postérité.

## LA MISE EN PLACE DU CENTRE DES MARQUISATS

Une équipe se constitue pour animer ce centre en vue de reprendre le travail initié à Uriage : désormais la Libération de l'occupant est effective (du moins dans la région) ; il reste, si l'on peut dire, à créer les conditions d'émergence d'une société qui ne retombe pas dans les travers de l'avant-guerre. Le manifeste des Marquisats, publié le 6 octobre par Paul Thisse et Bernard Bing, précise les intentions du CDL



pour ce centre. À l'équipe d'uriagistes citée plus haut, se joint rapidement, en octobre, un instructeur de l'École interarmes d'Uriage (créée à la Libération), Gilles Ferry. Ce dernier repart fin décembre, pour remplacer un camarade tué. Il est remplacé le 21 janvier 1945 par [Jean le Veugle](#), qui arrive d'Uriage. Jean Le Veugle est jusqu'à la fermeture du Centre, le 31 décembre 1950, l'animateur de l'équipe des Marquisats.

Dès son arrivée, Jean Le Veugle s'attache à donner au Centre des bases solides, tant sur le plan matériel qu'organisationnel. Il faut rappeler que la guerre n'est pas finie et que la précarité règne. Tout d'abord, pour donner une assise juridique au Centre, l'équipe des Marquisats lance la création de *Peuple et Culture de Haute-Savoie* (PEC), sur le modèle de ce que Joffre Dumazedier a créé à Grenoble, en reprenant une initiative syndicale de la période du Front Populaire. D'ailleurs durant l'hiver, l'équipe annécienne fait régulièrement le voyage à Grenoble pour prendre conseil ; toutefois, une divergence de fond demeure : il s'agit de la question de l'adhésion au Parti communiste. Si pour les Grenoblois, Dumazedier en tête, cela est presque une évidence et un engagement collectif, au contraire à Annecy la question relève d'un choix individuel, malgré la présence dans l'équipe de plusieurs membres du PCF. Une réunion générale très importante tenue à Uriage le 4 août 45 met en évidence ce différend entre les deux équipes *Peuple Et Culture*.

L'assemblée générale fondatrice a lieu le 21 avril 1945 (à l'hôtel *Splendid*). Le Manifeste publié à ce moment représente un véritable programme d'action de politique sociale et culturelle, dont il faut citer ce passage :



« *Peuple et Culture n'est toutefois pas un parti. Un parti travaille à réaliser un régime politique nouveau par une action de tactique. Peuple et Culture travaille à l'avènement d'une civilisation nouvelle par une action d'éducation. Il s'agit, en somme, de rendre possible le monde nouveau auquel travaillent les partis, en préparant les hommes qui feront vivre les structures sociales nouvelles* ».

Tout est dit sur la volonté de changement social, sur l'objectif d'éducation populaire. Le comité directeur de PEC rassemble les représentants des syndicats (CGT et CFTC), du patronat, des mouvements de jeunesse de tous horizons, de l'enseignement, des personnalités choisies en fonction de leur intérêt pour cette entreprise. Mais surtout, l'âme de l'association est composée pour l'essentiel des uriagistes d'Annecy, qui se retrouvent un soir par semaine pour échanger sur leur projet. Matériellement, le financement du Centre au début est assuré sur des reliquats de fonds de la Résistance, que le préfet, Irénée Révillard, met à sa disposition. En effet la reconnaissance par une administration encore embryonnaire, la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire le 29 août 1945, ne signifie pas une prise en charge complète du financement des Marquisats. D'autres expédients permettent de lancer des activités. Mais la précarité financière demeurera un souci permanent dans ce centre.

## LE PROJET EN MARCHÉ

On peut dire que 1945 marque le vrai lancement des activités de formation des Marquisats qui se trouvent être le cœur de l'action et de la production de l'équipe rassemblée autour de PEC. Initialement, l'équipe permanente est composée de Jean Le Veugle, Marcel Vigny, un instituteur résistant qui vient d'être nommé inspecteur des mouvements de jeunesse et de culture populaire, et de Gabriel Monnet, jeune instituteur résistant recruté en août 1945 pour faire fonction de secrétaire de Marcel Vigny. Jean Hinaud et Georges Mallinjoud, instituteurs eux aussi, sont détachés auprès du Centre. Cette équipe, soutenue par les autres membres du CDL va développer ses activités dans deux directions : les stages de formation, d'une part, et la création d'institutions culturelles nouvelles d'autre part.



Marcel Vigny

## Les formations

Pour mettre en œuvre l'objectif annoncé dans le Manifeste de PEC, l'équipe des Marquisats accueille dès 1945 les mouvements et organismes qui souhaitent former leurs responsables. Les objectifs peuvent être professionnels, ou, plus

largement économique et sociaux, lorsqu'il s'agit d'accueillir les responsables syndicaux qui vont avoir à siéger dans les organismes paritaires nouvellement créés (les comités d'entreprise, les institutions de sécurité sociale, entre autres).

La diversité des mouvements accueillis témoigne de l'esprit d'ouverture : des syndicats (CGT et CFTC) à la direction des services agricoles, en passant par les Auberges de jeunesse, des mouvements de scoutisme (Scouts de France et Éclaireurs de France) aux Jeunesse socialistes, de l'Union de la jeunesse républicaine de France (communiste) aux Centres d'éducation aux méthodes de pédagogie active (les CEMPA, futurs CEMÉA), sans compter bien évidemment Peuple et Culture, la volonté pluraliste d'accueillir des publics différents est manifeste, pourvu qu'ils s'inscrivent tous dans cette perspective de « *civilisation nouvelle* » tournant le dos aux errements et faiblesse de l'avant-guerre.

À chaque stage, les permanents rappellent les idéaux à l'origine de la fondation du Centre, inscrits dans les combats de la Résistance. En 1947-48, le nombre de stagiaires accueillis dépasse les 2 000, et la renommée des Marquisats s'étend bien au-delà de la région. Depuis 1946, par l'intermédiaire de Joffre Dumazedier, l'Université populaire de Stockholm y tient une session l'été ; ce « jumelage », en quelque sorte, sera souvent cité par l'UNESCO récemment créée et donnera au Centre des Marquisats une renommée incontestable.

Cette activité de formation est donc complètement en accord avec les objectifs politiques, au sens large, des fondateurs et animateurs ; mais c'est aussi une source de revenus pour le Centre, que l'agrément donné par la direction de l'éducation populaire en septembre 1946 n'a pas consolidé sur ce plan. Les conditions d'accueil des stagiaires sont rudimentaires dans les baraques implantées sur les terrains adjacents.

### Les créations dans le domaine culturel



L'autre volet de l'action, créer des institutions nouvelles, connaît aussi un développement très volontariste, qui mobilise tous les membres de l'équipe. Un schéma dessiné par Jean Le Veugle met bien en évidence une méthode très systématique de création de structures culturelles nouvelles, dont la responsabilité est assurée par l'un d'entre eux. Cette démarche appelée le « marcottage », rejeton à partir d'une plante mère, va s'avérer très productive :

- Le Ciné-club est lancé en décembre 45 par Henry Moret, Georges Mallinjou, Julien Helfgott et Jean Le Veugle ; rapidement le Ciné-club d'Annecy va devenir l'un des plus importants de France, et la place du cinéma dans la ville en est l'héritage certain.



Julien Helfgott

- La Maison des Jeunes est fondée fin 1945, dans le cadre d'une Association départementale des Maisons des jeunes, avec Thonon. Georges Mallinjou en est le premier responsable, avant l'arrivée du premier directeur permanent en 1946, Georges Denviolet ; cette Maison des Jeunes est créée comme un service aux jeunes, dont le maire de la ville assure la présidence du conseil d'administration, composé de tous les mouvements et organismes déjà membres de PEC.

- Cinébus est une création originale, à partir d'une camionnette abandonnée par la Milice, chargée d'un projecteur 16mm (celui de Henri Odesser), conduit et animé par Jean Urbanek, que Jean Le Veugle avait connu dans la Résistance dans la Loire ; le Cinébus sillonnera les campagnes pour faire découvrir le cinéma à des populations qui n'en avaient jamais vu. Un peu plus tard il fera en même temps fonction de bibliothèque itinérante.

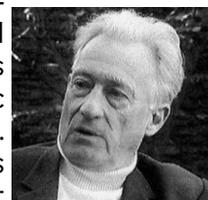
- Le Groupe d'action théâtrale (GAT) est lié à l'activité que Gabriel Monnet développe à partir de l'animation des stages, chant choral, expression théâtrale et célébrations populaires qu'avait initiées Bernard Bing. De ces initiatives, soutenues par les visites des Comédiens de Grenoble de Jean Dasté, naîtra un rapprochement entre PEC, la Société des Beaux-Arts, les Escholiers de Camille Mugnier, et la troupe de G. Monnet, Yaniléo. Le GAT durera encore des décennies, an-



Jean Dasté

crage durable du théâtre dans la ville.

Ce sont les principales créations. Mais il faudrait encore citer les conférences qui abordent des sujets nouveaux (le docteur Bouvet traite les questions de sexualité, d'enfants difficiles, etc.) ou très sensibles (le philosophe marxiste Henri Lefebvre fait découvrir les théories de Karl Marx), lors de cycles (*christianisme et marxisme* avec des professeurs de philosophie). Des expositions sont organisées au siège de PEC, qui permettent de découvrir des artistes nouveaux.



Henri Lefebvre

On le voit, à partir d'une équipe et d'un lieu, les Marquisats, c'est toute une vie culturelle qui se met en place, apportant des innovations réelles. C'est cet ensemble de structures et d'activités qui va donner à la ville sa réputation de foyer d'éducation populaire et en faire un modèle que Joffre Dumazedier contribuera à faire connaître par ses enquêtes. Mais ce bouillonnement d'idées et d'activités qui rassemble des hommes de toutes opinions et de toutes origines, réunis par un désir de « civilisation nouvelle », pour reprendre le manifeste de PEC, bouscule, dans une petite ville de province, bien des préjugés et des habitudes, surtout lorsque les élans et les espoirs de la Libération s'estompent avec le temps, et le retour du régime des partis.

### LA FIN DU CENTRE DES MARQUISATS : DES MENACES À LA LIQUIDATION

En effet, si l'équipe des Marquisats et de PEC se dépense sans compter pour faire vivre le projet d'éducation populaire, elle ne perçoit pas complètement les changements qui se produisent dans la société française et dans l'opinion des années d'après-guerre.

Tout d'abord le départ de de Gaulle du gouvernement en juin 1946 marque la fin de l'unité nationale forgée dans la Résistance et la Libération. La rupture avec le Parti communiste, intervenue en mai 1947, accentue encore cette fin, que les grèves très violentes, y compris à Annecy, de cette année-là ont exacerbée. Il faut se souvenir que le PCF est alors le premier parti en France.

Le retour du régime des partis, suite au référendum sur la constitution de la IV<sup>ème</sup> République, fait resurgir les clivages anciens, ainsi que le souligne Jean Le Veugle dans ses carnets. Au sein même des syndicats, les scissions apparaissent : CGT/CGT-FO pour la plus importante, création de la Fédération de l'éducation nationale. À Annecy même, aux deux maires socialistes (Lyard puis Boschetti) acquis à la cause des Marquisats, succède en octobre 1947 Georges Volland porté par le MRP et le RPF. À la préfecture, Irénée Révillard est remplacé par le préfet Canet, un homme « à poigne ».

Pour le Centre des Marquisats, la situation est aggravée par le fait que les gouvernements successifs ont mis en place des commissions qui visent à réduire les effectifs de l'Éducation nationale (« commission de la hache » en juin 1947) et de réaliser des économies (« commission de la guillotine » en janvier 1948).

S'ensuit une véritable épuration dans les rangs de ce qui devient en décembre 1948 la direction générale de la jeunesse et des sports. Si l'on ajoute à cela l'engagement des Marquisats dans le soutien aux grévistes en 1947, quelques manifestations très politiques, comme le défilé de stagiaires des Jeunesses socialistes dans les rues d'Annecy, drapeau rouge en tête, en juillet 1948, la réputation du Centre comme repaire de communistes est vite établie, au grand dam des notables locaux, et suscite la curiosité des Renseignements généraux. L'équipe des Marquisats et de PEC, toute à sa tâche, ne perçoit pas tout de suite le changement politique et la défiance qui s'est installée.



André Morice

Les inspections de l'administration centrale au Centre, la demande de restreindre l'accueil de stages politiques, le manque de soutien financier, affaiblissent sa position. Fin 1949, lors d'une rencontre à Paris avec André Morice, secrétaire d'État à l'Enseignement

technique, et Gaston Roux, directeur général de la jeunesse et des sports, Jean Le Veugle apprend que la fermeture du Centre des Marquisats est prévue pour la fin de l'année 1950 dans le cadre d'une réduction du nombre de centres publics par mesure d'économie. Le devenir du Centre, de la maison elle-même, celui des actions de formation, devient alors un sujet majeur non seulement pour toute l'équipe, mais pour tous les mouvements associés, syndicats, partis politiques, mouvements culturels et de jeunesse.



Gaston Roux

Dès lors, deux préoccupations mobilisent les militants : d'abord défendre les Marquisats et le travail d'éducation populaire conduit depuis 1944, et d'autre part envisager le devenir de la maison, afin de ne pas laisser perdre cet outil de travail.

C'est Paul Thisse, président de PEC, et Victor Voiron, président de la Fédération des œuvres Laïques, qui lancent un Comité de défense des Marquisats. Il recueille rapidement le soutien de tous ceux qui ont participé aux activités du Centre : les syndicats, les partis de gauche, les associations de jeunesse, même l'inspecteur d'académie et le directeur diocésain de l'enseignement catholique s'y retrouvent côte à côte. Ne manquent que le RPF, le MRP et l'Action catholique de la jeunesse française (ACJF), pourtant engagée aux Marquisats. Son président, Charles Bosson (futur maire d'Annecy), par un billet du 23 novembre 1950 adressé à Jean Le Veugle, explique sa réserve par ses responsabilités politiques à venir.



En revanche, le directeur du département de l'éducation à l'UNESCO, M. Elvin, intervient auprès du ministre de l'Éducation nationale. En dépit du soutien de nombreux parlementaires, surtout les communistes, le sort du Centre des Marquisats est scellé : la fermeture intervient au 1er janvier 1951. Les personnels sont licenciés, Jean Le Veugle, après bien des tergiversations, est affecté à l'Institut national de l'éducation populaire de Marly-Le-Roi, alors appelé Centre d'éducation populaire.



Cependant, il a pu, dans ses négociations avec l'administration centrale, obtenir le transfert du bail à la MJC d'Annecy avec réemploi du personnel licencié. Cette solution permet de donner enfin à l'association, vraiment trop à l'étroit rue du Collège, les moyens de développer ses activités, et de donner à l'équipe qui reste, en particulier *Peuple et Culture*, un cadre pour poursuivre l'œuvre d'éducation populaire entreprise en 1944. Le Centre d'éducation et d'information des Marquisats, établissement public, que le directeur de l'UNESCO citait comme modèle, a vécu, et avec lui une partie des espoirs de ceux qui avaient, dès le 20 août 1944, placé leur action sous le double parrainage de Charles Péguy et de Karl Marx :

« *Le socialisme ne se fera pas par des paroles de violence, de haine, de laideur, mais par un travail modeste, lent, moléculaire, définitif.* » Charles Péguy.

« *Une transformation profonde des hommes est nécessaire, qui ne peut se produire que dans un mouvement pratique, une révolution* » Karl Marx.

Dès lors c'est une nouvelle page d'histoire qui s'écrit aux Marquisats, sous la responsabilité de la MJC et de Georges Denviolet, son directeur.



La chorale de Georges Pignot (instituteur, délégué départemental des CEMEA - UFOLEA)

Cette photo et les photos non légendées sont de Henri Odesser

Décembre 2024

Mais les institutions « marcottées » vont continuer à vivre et à se développer. Si le Cinébus ne survit pas au départ de Jean Urbanek à la MJC de Romans-sur-Isère, faute de financement de son poste, en revanche le Ciné-club va connaître un essor considérable. Gaby Monnet réussit à développer l'activité théâtrale de manière exemplaire, avant de claquer la porte en 1955 et de rejoindre Jean Dasté à Saint-Étienne. *Peuple et Culture*, sous la responsabilité de Julien Helfgott, puis d'André Bouvet, poursuit l'idéal et les activités qui présidaient à sa fondation et reste le cœur du mouvement culturel annécien.



Atelier « Reliure »

Quant à la MJC, sous la responsabilité de Georges Denviolet, puis de Marc Malet, elle prend dans les années 1950 une telle ampleur qu'il faut envisager la construction de locaux modernes, et surtout adaptés à l'accueil sans cesse croissant aussi bien de jeunes travailleurs que de stagiaires.



Stage de sérigraphie animé par Jean-Claude DEMART,

de *Peuple et Culture*

%%%%%%%%

## Philippe CALLÉ

Inspecteur de la jeunesse

et des sports honoraire

Docteur en science politique

Université de Lyon